

Hausse de la CSG. Les privilégiés du président

Pour justifier la hausse de la CSG qui frappe les retraités, Emmanuel Macron a multiplié les arguties pour masquer une vérité gênante : sa politique favorise les privilégiés de la fortune au détriment de l'économie du pays.

Mercredi, sera présentée la réforme de l'impôt sur la fortune dans le cadre du projet de loi de finances 2018. Un cadeau fiscal de 5 milliards aux plus aisés...

À l'origine, il s'agissait de compenser le manque à gagner de la suppression de cotisations sociales des actifs. Les retraités mécontents se voyaient accusés de s'opposer à une augmentation du pouvoir d'achat des salariés.

Tout récemment, il a affirmé que les retraités seraient souvent moins pauvres que les jeunes, pour leur demander de faire un effort.

Mais, c'est faire semblant d'ignorer qu'ils n'ont cessé d'en faire des efforts : leurs pensions sont gelées depuis 4 ans, ils participent aux activités d'aide et d'assistance en lieu et place de l'État, ils aident leurs enfants touchés par le chômage et une précarisation grandissante.

Les retraités sont-ils moins pauvres que les jeunes ?

Mais peut-on honnêtement comparer une catégorie, les retraités, qui ont travaillé et cotisé pendant au moins 40 ans avec les jeunes qui, nombreux, font encore des études ou démarrent dans la vie professionnelle ?

D'autant que, selon l'Insee, le montant moyen des pensions se chiffrait en 2014 à 1 322€, 500 000 retraités ne percevant que 800€ par mois.

Les privilégiés dont il ne parle pas

Ces déclarations sont faites au moment où les entreprises du CAC 40 enregistrent des profits exceptionnels qui ont grimpé quatre fois plus vite que leur chiffre d'affaire et battu un nouveau record: 51,6 milliards de profits au premier semestre 2017 !

« En même temps », comme dirait E. Macron, qu'il réduit le pouvoir d'achat des retraités au nom du partage des efforts, le gouvernement accorde des exonérations et réduction d'impôts de 3 milliards aux plus riches, alors que ces véritables privilégiés n'ont jamais autant gagné d'argent.

De 1996 à 2016, le montant total des 10 plus grandes fortunes françaises a été multiplié par 12, alors que pendant ce temps le produit intérieur brut (PIB) du pays n'a même pas été multiplié par 2.

Cela signifie que les profits ne bénéficient pas à l'investissement et à l'activité, donc pas à l'emploi, mais surtout à l'enrichissement d'une poignée d'individus déjà immensément riches.

C'est pourtant eux que E. Macron a choisi de privilégier.

C'est aussi la preuve que le redressement de notre économie passe par une répartition des richesses qui favorise les investissements et le pouvoir d'achat des salariés, des jeunes et des retraités.

Une politique réellement novatrice qui favorise ainsi l'emploi.

Pascal Santoni

Le top 10 des plus grandes fortunes de France

1. Bernard Arnault et sa famille : 46,9 milliards d'euros (+56%)
2. Liliane Bettencourt : 35,8 milliards d'euros (+15%)
3. Axel Dumas et sa famille (Hermès) : 30,85 milliards d'euros (+38%)
4. Gérard Mulliez : 30 milliards d'euros (+15%)
5. Serge Dassault et sa famille : 21,6 milliards d'euros (+8%)
6. Alain et Gérard Wertheimer : 21 milliards d'euros (+27%)
7. Francois Pinault : 19 milliards d'euros (+68%)
8. Patrick Drahi : 14,7 milliards d'euros (+96%)
9. Pierre Castel : 11,5 milliards d'euros (+44%)
10. Xavier Niel et sa famille : 9,4 milliards d'euros (+31%)

Total des 10 fortunes en 2017 : 240,75 milliards d'euros

Total des 10 fortunes en 2016 : 180,43 milliards d'euros